

Politique de confidentialité

Belgique et Royaume-Uni | Mise à jour du 22 octobre 2026

Lina accompagne ses clients dans leurs besoins juridiques avec des avocats et une plateforme numérique. Cette politique explique les traitements concernant les visiteurs de lina.law, les utilisateurs du portail client clients.lina.legal et du portail avocat Lina OS sur lina.legal, ainsi que les clients, prospects, personnes concernées par un dossier, candidats et interlocuteurs professionnels. Elle couvre aussi le connecteur MCP Lina et le portail avocat sur lawyers.lina.legal lorsque ce domaine est utilisé.

« Lina » désigne ici l'entité concernée par le traitement, et non un responsable unique pour toutes les activités du groupe. Les coordonnées des entités figurent à la rubrique « Coordonnées ». Le règlement général sur la protection des données de l'Union européenne (RGPD), les lois nationales applicables et, lorsque le traitement relève de son champ, le UK GDPR et le Data Protection Act 2018 régissent ces traitements.

Qui est responsable de vos données ?

- Services numériques, demandes de contact et gestion commerciale des comptes : Lina AI Ltd, dont les coordonnées figurent ci-dessous, est responsable des traitements propres à leur exploitation. Les contrats des fournisseurs techniques sont conclus par cette société.
- Dossiers juridiques : l'avocat ou le cabinet désigné dans votre lettre de mission détermine les traitements nécessaires à son intervention, à ses obligations professionnelles et à la défense des intérêts qui lui sont confiés. Ses coordonnées et informations professionnelles vous sont communiquées avant la mission.
- Plateforme utilisée pour le compte d'un autre cabinet : ce cabinet reste responsable des données de ses propres dossiers. Dans la mesure où une entité Lina traite ces données uniquement sur ses instructions, elle agit comme sous-traitant, selon l'accord de traitement applicable. Les demandes relatives au dossier sont alors adressées au cabinet, auquel Lina apporte son assistance.

Lina AI SRL, établie en Belgique, intervient dans le développement et l'assistance techniques de la plateforme. Les membres de l'équipe accèdent aux données dans la mesure nécessaire à leurs fonctions. Pour le contenu des dossiers traité sur instructions d'un cabinet, les rôles et les obligations de chaque intervenant sont régis par l'accord de traitement applicable ; l'appartenance au groupe Lina ne confère pas un droit d'accès général aux dossiers.

1. Quelles données personnelles Lina collecte-t-elle et traite-t-elle ?

Nous limitons les informations utilisées à ce qui est utile pour la relation ou le dossier concerné. Selon les circonstances, il peut s'agir des catégories suivantes :

- Identité et coordonnées : nom, prénom, coordonnées professionnelles ou personnelles, fonction, organisation, langue de communication et informations de contact.
- Entrée en relation et vigilance : identité du client, de ses représentants et bénéficiaires effectifs, pièces justificatives et informations nécessaires au contrôle des conflits d'intérêts, aux sanctions ou à la lutte contre le blanchiment lorsque ces contrôles s'appliquent. Un numéro national ou une copie d'identité n'est demandé que si cela est autorisé et nécessaire.
- Dossiers juridiques : échanges, contrats, actes, preuves, informations financières, familiales ou professionnelles et données concernant les autres parties, témoins, conseils ou intervenants. Des données de santé ou d'autres catégories particulières, ainsi que des données pénales, peuvent être nécessaires à certains dossiers, dans les conditions précisées ci-dessous.

- Comptes et utilisation : identifiant, organisation, habilitations, préférences, demandes d'assistance, connexions, adresse IP et événements techniques. Les documents, instructions et résultats traités dans un espace de dossier peuvent contenir des données personnelles.
- Facturation et paiements : identité de facturation, prestations, factures, coordonnées bancaires utiles et statut des paiements. Lina ne reçoit ni ne conserve de données de carte bancaire dans les services décrits ici.
- Communication et recrutement : abonnements, préférences, échanges, CV et informations communiquées dans une candidature. Navigation et publicité : identifiants et interactions décrits dans la politique relative aux cookies, selon vos choix.

Origine des données

Vous pouvez nous communiquer ces informations directement. Nous pouvons aussi les recevoir de votre employeur, d'un client, d'un autre intervenant au dossier, d'une autorité, d'un registre public ou d'une source accessible au public, dans la mesure nécessaire à la mission. Les données techniques proviennent de l'utilisation des services ; celles des connecteurs proviennent des comptes connectés par l'avocat. Les formulaires comprennent notamment l'ouverture d'un dossier, les messages à un avocat et les candidatures d'avocats.

Lorsque les informations viennent d'un tiers, nous vous informons dans les délais applicables, au plus tard dans un mois ou, si elle intervient avant, lors de notre première communication avec vous ou de la première communication à un autre destinataire. Les exceptions prévues par la loi, notamment celles liées au secret professionnel, sont appréciées au cas par cas.

2.Comment et sur quelle base Lina utilise-t-elle vos données personnelles ?

Le tableau distingue les usages et les bases juridiques retenues. La base contractuelle concerne la personne qui est elle-même partie au contrat ; pour les interlocuteurs d'une société cliente ou les autres personnes concernées par une affaire, le traitement repose sur l'intérêt légitime indiqué ou sur une obligation légale applicable.

Usage	Données et personnes concernées	Base juridique et intérêt poursuivi
Répondre à une demande, organiser un rendez-vous ou établir une proposition	Identité, coordonnées et éléments utiles communiqués par le demandeur.	Mesures précontractuelles demandées par la personne ; sinon intérêt légitime à répondre aux sollicitations professionnelles.
Conseiller, assister et représenter un client	Données du dossier relatives au client, à ses représentants et aux autres intervenants.	Exécution de la mission pour le client personne physique ; intérêt légitime du client et du cabinet à organiser le conseil, préserver les droits et défendre les intérêts en cause pour les autres personnes.
Respecter les obligations professionnelles, légales et fiscales	Vigilance, conflits d'intérêts, pièces justificatives, factures et déclarations.	Obligations applicables à l'entité et à la mission, notamment règles professionnelles, comptabilité, fiscalité et prévention du blanchiment lorsque la mission y est soumise.
Fournir et administrer les comptes et services numériques	Coordonnées, accès, assistance et données nécessaires au service.	Contrat avec l'utilisateur personne physique ; intérêt légitime à fournir le service à l'organisation cliente et à gérer les accès de ses utilisateurs. Le contenu traité pour un autre cabinet relève de ses instructions.
Protéger les services et traiter les incidents	Journaux techniques, accès et éléments strictement utiles à l'incident.	Intérêt légitime à prévenir la fraude, les accès illicites et les dysfonctionnements ; obligations légales de sécurité pour les mesures qu'elles imposent.
Envoyer des actualités et communications promotionnelles	Coordonnées et préférences de communication.	Consentement pour les abonnements et les envois qui le requièrent. Une exception légale de prospection ne sera utilisée que si ses conditions sont documentées ; opposition simple et gratuite dans chaque message.
Mesurer l'audience et les campagnes ; personnaliser la publicité	Identifiants et événements de navigation précisés dans la politique cookies.	Consentement préalable pour les traceurs et usages facultatifs d'audience ou de publicité. Le refus ne conditionne pas l'accès aux fonctions essentielles. Les réglages propres à Lina OS sont précisés dans la politique cookies.
Examiner les candidatures et gérer les fournisseurs	CV, échanges, coordonnées professionnelles et données contractuelles.	Mesures précontractuelles à la demande de la personne ; contrat si elle en est partie ; sinon intérêt légitime à recruter et à gérer les relations fournisseurs.
Établir, exercer ou défendre des droits propres à Lina	Éléments pertinents d'une réclamation ou d'un litige.	Intérêt légitime à assurer sa défense, dans la limite des informations nécessaires et des obligations de secret.

Les bases ci-dessus correspondent aux articles 6, paragraphe 1, points a), b), c) et f), du RGPD et aux dispositions correspondantes du droit britannique lorsqu'elles s'appliquent. Nous tenons compte des droits et attentes raisonnables des personnes pour les traitements fondés sur un intérêt légitime.

Données sensibles, données pénales et mineurs

La base de l'article 6 ne suffit pas à elle seule pour les catégories particulières de données. Dans un dossier, leur traitement peut notamment être nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice (article 9, paragraphe 2, f), du RGPD). Tout autre traitement de ces données doit reposer sur une condition spécifique applicable. Les données relatives aux condamnations et infractions sont soumises aux autorisations et garanties du droit national pertinent ; elles ne sont pas traitées sur la seule base de notre intérêt légitime.

Les services s'adressent principalement aux professionnels. Un dossier peut toutefois contenir des informations relatives à des mineurs. Elles sont traitées uniquement dans la mesure nécessaire à la mission et avec les garanties adaptées ; l'absence de compte destiné aux mineurs ne signifie donc pas l'absence de données les concernant.

Outils d'intelligence artificielle

Des outils d'IA peuvent assister la recherche, l'analyse de pièces, la préparation de documents et l'organisation du travail. Les données utilisées restent soumises à la finalité du dossier, à la confidentialité et aux règles exposées dans cette politique. L'usage d'une IA ne constitue pas une base juridique autonome.

Anthropic Claude assiste les agents Lina OS et le connecteur MCP ; Google Gemini produit les représentations numériques de documents nécessaires à la recherche (« embeddings ») ; Mistral OCR, utilisé via Vertex AI aux Pays-Bas, extrait le texte des pièces. Les conditions commerciales de Claude et celles du service payant Gemini excluent l'utilisation des contenus pour entraîner ou améliorer les modèles généraux, sous réserve des fonctions optionnelles de partage et des traitements de sécurité prévus par ces conditions. L'absence d'entraînement ne signifie pas absence de conservation ni absence de contrôle de sécurité humain chez les fournisseurs. Les sessions d'agents sont stockées chez Anthropic ; Lina ne bénéficie pas d'un régime de rétention zéro.

Anthropic annonce une suppression des entrées et sorties de l'API standard sous 30 jours, avec des exceptions pour les fonctions de stockage, les obligations légales et la sécurité. Les conversations persistantes suivent leur propre cycle de suppression. Google publie une conservation de 55 jours pour les contenus concernés par la surveillance des abus de Gemini API. Ces durées ne constituent pas un délai unique de suppression des sessions d'agents, pièces ou embeddings conservés dans les dossiers Lina ; le calendrier par catégorie figure à la rubrique 7.

Lina ne prend aucune décision exclusivement automatisée produisant un effet juridique ou un effet significatif comparable à votre égard. L'acceptation ou le refus d'un client ou d'un dossier relève d'une décision humaine ; les estimations de prix sont revues avant émission du devis et chaque livrable juridique est relu par un avocat. Les outils publicitaires peuvent établir des profils à des fins publicitaires, avec votre consentement marketing ; ces profils ne décident pas de la prise en charge de votre dossier.

Connecteurs et applications choisies par l'utilisateur

Dans Lina OS, les avocats connectent les comptes nécessaires à leur activité. Gmail est requis dans la configuration actuelle et autorise la lecture, la modification et l'envoi d'emails. Les connexions Google Calendar et Microsoft Outlook sont utilisées pour la lecture des emails ou agendas concernés. Selon les autorisations accordées, Slack donne accès aux messages et fichiers des espaces accessibles au compte connecté, et Granola aux notes et contenus de réunion disponibles dans ce compte. Ces données servent à retrouver le contexte d'un dossier et à exécuter les actions demandées. La portée accordée à chaque connexion est présentée lors de son autorisation.

Vous pouvez révoquer une connexion depuis les paramètres de sécurité du fournisseur concerné et demander sa suppression à legal@lina.law. Les jetons d'accès sont conservés en base jusqu'à leur révocation, puis doivent être supprimés avec les copies de synchronisation devenues inutiles. Les pièces déjà intégrées à un dossier restent soumises à la durée de conservation de ce dossier ; la déconnexion ne les efface pas automatiquement.

Le connecteur MCP peut être utilisé depuis Claude ou ChatGPT. Lorsqu'un utilisateur l'active, les informations nécessaires aux actions demandées et leurs résultats peuvent être échangés avec l'application qu'il a choisie. Le traitement de ces informations par cette application dépend aussi du contrat, du type de compte et des paramètres de son utilisateur. L'absence d'OpenAI comme fournisseur de traitement des dossiers dans l'infrastructure Lina ne signifie donc pas absence d'échange avec ChatGPT lorsqu'un utilisateur choisit cette application. Les engagements commerciaux de Lina envers ses propres fournisseurs ne sont pas automatiquement ceux du compte externe de l'utilisateur.

Informations requises et informations facultatives

L'identité et les coordonnées nécessaires pour vous répondre, les éléments utiles à la mission et les informations de facturation sont requis pour le service concerné. Les pièces imposées par les obligations de vigilance sont obligatoires lorsque ces règles s'appliquent. Leur absence peut empêcher l'acceptation d'une mission ou la fourniture du service. La connexion Gmail est requise pour l'usage actuel de Lina OS. Les autres informations fournies spontanément, l'abonnement à la newsletter et les choix publicitaires sont facultatifs.

3. Qui, en dehors de Lina, peut avoir accès à vos données personnelles ?

L'accès au sein de Lina est limité aux personnes qui en ont besoin pour leurs fonctions. L'appartenance au groupe n'ouvre pas un accès général aux dossiers. Selon la mission ou le service, les destinataires peuvent être :

- Les avocats et collaborateurs intervenant sur la mission ; les juridictions, arbitres, médiateurs, experts, notaires, huissiers, autres parties et leurs conseils, lorsque l'intervention l'exige et dans le respect du secret professionnel et des règles de procédure.
- Les prestataires d'hébergement, de stockage, de communication, d'assistance, de sécurité et d'IA, dans la limite de leur mission. Les services ci-dessous sont utilisés par Lina AI Ltd ; les fournisseurs agissant uniquement sur ses instructions doivent être couverts par les accords de sous-traitance applicables.
- Les comptables, auditeurs, assureurs, conseils et autorités compétentes, lorsqu'un fondement légal ou la gestion d'un droit le permet. Les signalements relevant de la vigilance professionnelle suivent les procédures et restrictions propres à la profession.

Les prestataires qui utilisent des données pour leurs propres finalités doivent être identifiés comme tels. Leur intervention ne les rend pas automatiquement responsables conjoints avec Lina ; cette qualification dépend du traitement effectivement organisé.

Le site public utilise Google Analytics pour l'audience et Google Ads, Meta Pixel, OpenAI Ads et Ryze pour la mesure et le profilage publicitaires, selon vos choix. Intercom fournit le chat, lié au choix marketing du gestionnaire actuel. Les formulaires transmettent des événements de conversion sans le contenu saisi. Le portail client ne comporte aucun outil d'audience ni de marketing. PostHog est limité à Lina OS : les avocats sont identifiés, les textes et champs sont masqués et les propriétés de contenu sont filtrées. Les traceurs facultatifs d'analyse d'usage sont soumis au consentement. Tout rejeu de session nécessite un accord spécifique préalable, le masquage du contenu des dossiers et une conservation de 30 jours au maximum.

L'infrastructure utilise Google Cloud pour les API, Lina OS et les documents en Belgique (europa-west1), Supabase Pro pour la base, l'authentification et les fichiers en Irlande (eu-west-1), Vertex AI pour l'OCR aux Pays-Bas (europa-west4), Neo4j AuraDB Free pour le graphe Lina OS aux États-Unis (us-central1), et Vercel pour les sites. Le DPA public de Supabase identifie Supabase Pte. Ltd à Singapour ; celui de Vercel identifie Vercel Inc. aux États-Unis. La région du serveur et le pays du fournisseur sont distincts. Linear reçoit le contenu complet des demandes ; Slack les contacts ; Gmail les emails envoyés ; Intercom les conversations. Les connexions choisies par l'avocat peuvent aussi faire intervenir Microsoft Outlook et Granola. Les traitements de Gemini ne sont pas garantis comme exclusivement européens.

4.Lina transfère-t-elle vos données en dehors de l'Union européenne ?

L'organisation internationale de Lina et le recours à certains prestataires peuvent impliquer un traitement hors de l'Espace économique européen (EEE) ou du Royaume-Uni. Un accès à distance depuis un autre pays peut également constituer un transfert. Le seul emplacement européen d'un serveur ne permet donc pas de conclure à l'absence de transferts.

Les transferts de l'EEE vers le Royaume-Uni peuvent relever de la décision d'adéquation de la Commission européenne en vigueur, dans son champ d'application. Pour les autres pays, les garanties requises dépendent du destinataire et du régime applicable : clauses contractuelles types européennes et, lorsqu'il est nécessaire, mécanisme britannique pertinent, avec l'évaluation et les mesures complémentaires requises. Une décision d'adéquation ou une certification ne peut être invoquée que pour les destinataires et traitements qu'elle couvre effectivement.

Traitement	Localisation connue	Garanties et information
Services intragroupe	Belgique et Royaume-Uni	Décision d'adéquation pour les flux EEE vers Royaume-Uni relevant de son champ ; répartition des rôles décrite en introduction.
Google Cloud et OCR Vertex	Belgique et Pays-Bas pour les régions configurées	Le Cloud Data Processing Addendum de Google prévoit les règles de sous-traitance et les mécanismes de transfert, dont les clauses types selon les flux. Des accès hors région restent possibles dans les limites contractuelles.
Supabase Pro	Serveur en Irlande ; fournisseur Supabase Pte. Ltd à Singapour	DPA public incorporé aux conditions : clauses types européennes et addendum britannique. Le choix de la région ne localise pas nécessairement tous les accès de support.
Agents Anthropic Claude	Traitement hors UE ; sessions conservées chez le fournisseur	DPA commercial et clauses types confirmés par l'équipe. Le DPA public comporte aussi un addendum pour les transferts soumis au UK GDPR. Destinations selon les services et sous-traitants mobilisés.
Neo4j AuraDB Free	États-Unis, us-central1	Les conditions Aura Self-Serve du 18 mars 2026 incorporent le DPA. Celui-ci prévoit le Data Privacy Framework lorsque applicable, les clauses types européennes à défaut et l'addendum britannique. L'offre gratuite n'est pas, par principe, exclue du DPA.
Gemini API payante	Traitement dans les pays où Google ou ses prestataires disposent d'installations	Les conditions Gemini renvoient au Data Processing Addendum for Products where Google is a Data Processor. Elles ne garantissent pas une résidence européenne exclusive des données.
Vercel	Infrastructure internationale ; fournisseur aux États-Unis.	Le DPA prévoit les clauses types européennes et un addendum britannique. L'adresse du fournisseur ne détermine pas, à elle seule, la localisation des serveurs et des accès.
Communication, audience et publicité	Selon les services et comptes utilisés	Des transferts hors EEE ou Royaume-Uni peuvent intervenir. Les fournisseurs sont identifiés à la rubrique 3 et dans la politique cookies ; les garanties applicables dépendent du service et du contrat.

Vous pouvez demander des informations sur ces garanties et en obtenir une copie utile à legal@lina.law, sous réserve des occultations nécessaires à la protection des informations confidentielles. Votre consentement aux cookies ne dispense pas Lina de respecter les règles de transfert.

Documentation des garanties : cloud.google.com/terms/data-processing-addendum ; supabase.com/legal/customer-resources/data-processing-addendum ; anthropic.com/legal/data-processing-addendum ; neo4j.com/legal-terms/data-processing-addendum ; business.safety.google/processorterms/ ; vercel.com/legal/dpa. Vous pouvez demander une copie des garanties applicables à votre traitement à legal@lina.law.

5. Comment Lina protège-t-elle vos données personnelles ?

La protection des dossiers repose sur le secret professionnel, des accès limités selon les fonctions et des obligations de confidentialité. Les mesures techniques et organisationnelles doivent être adaptées à la sensibilité des données et aux risques des services utilisés.

Les accès aux portails se font sur invitation, par connexion Google ou lien envoyé par email. Les données sont chiffrées en transit et au repos ; les secrets techniques sont gérés dans Google Secret Manager. Au sein de Lina, les accès opérationnels sont limités à l'équipe interne selon ses fonctions. Les sauvegardes Supabase sont conservées sept jours. Ces mesures ne constituent pas une garantie d'absence d'incident.

Les incidents sont examinés pour déterminer leur périmètre, les personnes concernées et les risques. Lorsqu'une violation doit être notifiée, le responsable de traitement informe l'autorité compétente sans retard injustifié et, si possible, dans les 72 heures après en avoir pris connaissance ; un risque élevé peut imposer d'informer également les personnes sans retard injustifié. Lorsque Lina agit comme sous-traitant, elle informe le responsable de traitement sans retard injustifié. Pour transmettre des pièces sensibles, utilisez le canal convenu avec votre avocat.

6. Vos droits

Selon les conditions prévues par le droit applicable, vous pouvez demander l'accès à vos données et leur rectification, l'effacement ou la limitation de leur traitement. Vous pouvez aussi recevoir les données que vous avez fournies dans un format structuré et les transmettre à un autre responsable lorsque le droit à la portabilité s'applique, notamment pour un traitement automatisé fondé sur le contrat ou le consentement.

Vous pouvez vous opposer, pour des raisons tenant à votre situation, à un traitement fondé sur un intérêt légitime. Pour la prospection directe, votre opposition s'applique sans justification, y compris au profilage lié à cette prospection. Vous pouvez retirer votre consentement à tout moment ; le retrait ne remet pas en cause la licéité des traitements antérieurs. Les choix cookies se modifient depuis le gestionnaire de cookies du site.

Les droits relatifs aux décisions exclusivement automatisées s'appliquent dans les conditions du régime concerné, notamment les garanties d'information, d'intervention humaine et de contestation. En France, vous pouvez également formuler des directives concernant le sort de vos données après votre décès, dans les conditions légales.

Adressez votre demande à legal@lina.law, lu par l'équipe interne concernée, en précisant le service ou la relation visée. Nous répondons sans retard injustifié et, en principe, dans un mois. Toute prolongation permise par la loi vous est expliquée dans ce premier délai. L'adresse déjà connue est privilégiée pour vérifier votre identité ; une vérification supplémentaire proportionnée peut être nécessaire en cas de doute raisonnable. Une copie de pièce d'identité n'est pas exigée systématiquement. Les demandes nécessitant une suppression chez Linear, Slack, Intercom, Neo4j ou Anthropic font l'objet d'un suivi manuel.

Ces droits sont conciliés avec le secret professionnel, les droits d'autres personnes et les obligations légales de conservation. Ils ne donnent pas un accès automatique au dossier d'un autre client. Toute limitation est appréciée au regard de son fondement légal, et non du seul fait que Lina exerce une activité juridique.

Vous pouvez saisir l'autorité de contrôle compétente sans devoir obtenir auparavant une réponse favorable de Lina ou conclure un règlement amiable. Selon le traitement et votre situation, il peut notamment s'agir de :

- Belgique : Autorité de protection des données (APD/GBA), rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles ; www.autoriteprotectiondonnees.be.
- France : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris Cedex 07 ; www.cnil.fr.

- Royaume-Uni : Information Commissioner's Office (ICO), Wycliffe House, Water Lane, Wilmslow, Cheshire SK9 5AF ; ico.org.uk.

Dans l'EEE, vous pouvez notamment saisir l'autorité du lieu de votre résidence habituelle, de votre travail ou de la violation alléguée. Ces possibilités n'excluent pas les recours judiciaires dont vous disposez.

7. Combien de temps Lina conserve-t-elle vos données personnelles ?

Le calendrier ci-dessous fixe les durées de conservation et les critères de suppression retenus par catégorie. Il distingue l'utilisation courante et l'archivage limité pour une obligation légale ou la défense d'un droit. Les suppressions peuvent être manuelles. Les données traitées pour le compte d'un cabinet suivent aussi ses instructions et ses obligations professionnelles. Un délai applicable à une pièce ne prolonge pas automatiquement celui de tout le dossier.

Catégorie	Durée ou critère applicable
Demandes sans suite	3 ans à compter du dernier échange actif relatif à la demande.
Dossiers juridiques	Pendant la mission, puis, pour les missions d'avocat soumises au droit belge, 5 ans à compter de leur achèvement, sous réserve des pièces confiées en dépôt, des contentieux et des obligations particulières ci-dessous. En Angleterre et au pays de Galles, la durée est adaptée aux recours applicables, notamment le délai de prescription contractuelle ordinaire de 6 ans depuis la naissance de l'action ; elle ne se déduit pas automatiquement de la clôture du dossier.
Comptes	Durée de la relation, puis 3 mois. Les pièces de dossier ou de facturation relevant d'un autre motif de conservation suivent leur calendrier distinct.
Données email et agenda des connexions	Jusqu'à la déconnexion du service concerné ; les pièces déjà versées dans un dossier suivent le calendrier de ce dossier. Les copies de synchronisation et index associés suivent la suppression de leur source lorsqu'aucun autre motif ne justifie leur conservation.
Jetons des connecteurs	Jusqu'à la révocation de l'autorisation ; suppression associée des jetons et des copies de synchronisation devenues inutiles.
Newsletter	Jusqu'à la désinscription et, au plus, 3 ans depuis le dernier contact actif. Le seul envoi d'une newsletter ne renouvelle pas ce délai.
Candidatures	3 mois après la fin du processus de recrutement ; avec accord distinct, vivier pendant 2 ans depuis le dernier contact actif.
Preuves de consentement	13 mois à compter de l'enregistrement du choix : choix, version, adresse IP, navigateur et date. Cette durée diffère du cookie qui mémorise le choix.
Journaux techniques	30 jours à compter de l'événement ; les seuls éléments nécessaires à l'examen d'un incident peuvent être isolés pendant son traitement et les recours applicables.
Sauvegardes Supabase	7 jours ; ce cycle ne vaut pas garantie de suppression des copies conservées par d'autres fournisseurs.
Cookies et stockage local	Durées indiquées dans la politique cookies, distinctes de celles des données transmises aux fournisseurs.
Données individuelles d'audience et d'analyse d'usage	12 mois au maximum après la collecte. Les statistiques rendues réellement anonymes peuvent être conservées au-delà ; un simple remplacement du nom par un identifiant ne suffit pas.
Données de mesure et d'attribution publicitaires	12 mois au maximum après la collecte pour les données individuelles conservées sous le contrôle de Lina, sous réserve des règles propres aux traceurs sur l'appareil et des preuves nécessaires à un litige. Les traitements autonomes des plateformes relèvent aussi de leurs propres notices.
Rejeu de session, lorsqu'un accord spécifique a été donné	30 jours au maximum après l'enregistrement, sans contenu des dossiers ; les seuls éléments nécessaires à l'examen d'un incident peuvent être isolés pendant son traitement.
Conversations Intercom	Demandes commerciales sans suite : 3 ans après le dernier échange actif. Assistance technique : 12 mois après la résolution de la demande. Les éléments intégrés à un dossier juridique suivent le calendrier de ce dossier.

Catégorie	Durée ou critère applicable
Sessions et données chez les fournisseurs IA	Les sessions persistantes utiles à un dossier suivent le calendrier de ce dossier ; les copies et résultats intermédiaires sans utilité sont supprimés à la clôture de la tâche. La suppression doit aussi être demandée aux fournisseurs concernés. Anthropic annonce 30 jours pour l'API standard, hors fonctions de stockage, obligations légales et exceptions de sécurité. Les conversations persistantes ont un cycle distinct. Gemini API prévoit 55 jours pour les contenus relevant du contrôle des abus. Les embeddings et extraits conservés par Lina suivent leur dossier source.
Comptabilité, fiscalité et vigilance	Belgique : pièces fiscales relatives aux revenus imposables pendant les 10 années ou exercices suivant la période concernée. Royaume-Uni : pièces comptables et fiscales de la société pendant 6 ans après la fin de l'exercice concerné, sauf prolongation légale. Lorsque les obligations antiblanchiment s'appliquent au prestataire : en Belgique, pièces d'identification pendant 10 ans après la fin de la relation ou l'opération occasionnelle, et justificatifs d'opérations pendant 10 ans après leur exécution ; au Royaume-Uni, en principe 5 ans après la fin de la relation ou l'opération occasionnelle, sous réserve des exceptions légales.

Si un contentieux ou une obligation de conservation particulière le justifie, seuls les éléments concernés sont conservés au-delà de la durée ordinaire, avec accès restreint, jusqu'à la fin du motif et des délais applicables. La conservation des sauvegardes suit un cycle documenté ; les données supprimées ne doivent pas redevenir actives lors d'une restauration.

8. Modifications de la politique de confidentialité

Nous actualisons cette politique lorsque les services, les traitements ou les exigences applicables évoluent. La version en ligne porte sa date de mise à jour. Les changements importants sont signalés par un moyen adapté ; une nouvelle finalité fait l'objet de l'information et, si nécessaire, du consentement requis avant sa mise en œuvre. Une modification du texte ne vaut pas, à elle seule, consentement à un nouveau traitement.

Date de la présente version : 22 octobre 2026.

9. Coordonnées

Pour toute question relative à vos données ou pour exercer vos droits, écrivez à legal@lina.law. Vous pouvez également adresser un courrier à Lina AI Ltd ou à Lina AI SRL aux coordonnées ci-dessous, en précisant « Protection des données » et le service concerné. Pour un dossier confié à un avocat ou à un cabinet, votre demande est orientée vers le responsable du traitement de ce dossier.

Lina AI Ltd : société immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 17218368 ; siège social : 128 City Road, London EC1V 2NX, Royaume-Uni. Exploitant des services numériques et responsable des traitements propres à leur exploitation. Contact : legal@lina.law.

Lina AI SRL : société à responsabilité limitée de droit belge ; numéro d'entreprise : 1041.661.026 ; siège social : avenue Brugmann 198/2, 1050 Bruxelles (Ixelles), Belgique. Développement et assistance techniques de la plateforme. Contact commun : legal@lina.law.